

*je*  
**MANGE**  
*donc je*  
**VOTE**

**SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE AUTOCHTONE**



**FSC  
RAD**

Food  
Secure  
Canada  
Réseau  
pour une alimentation  
durable

---

## CONTEXTE

La politique alimentaire canadienne doit reconnaître l'histoire et l'héritage du colonialisme ainsi que faire des savoirs autochtones une priorité en vue de la réconciliation et de la décolonisation comme principes directeurs clés de notre système alimentaire. L'alimentation a souvent été utilisée comme outil d'oppression et de marginalisation<sup>1</sup>, notamment dans les pensionnats où on recourait à la privation et à la malnutrition, en s'appuyant sur la supposition qu'à l'arrivée des colons européens, le Canada était en grande partie une terre inoccupée et inhabitée (« terra nullius »). Pendant de nombreuses années, le gouvernement canadien avait pour pratique d'offrir aux communautés autochtones vivant sur les réserves juste assez de nourriture pour leur permettre de survivre. En outre, les politiques étaient appliquées dans l'intention de restreindre la capacité des peuples autochtones à chasser et à pêcher, minant ainsi la souveraineté et la sécurité alimentaire ainsi que la culture de plusieurs communautés.

Les systèmes alimentaires autochtones sont intimement liés à l'économie, à la culture, à la santé et au bien-être de ces peuples. La destruction des systèmes traditionnels, dont la chasse, la pêche et la cueillette, est liée à un processus plus large de génocide culturel et à une détérioration de la santé et du bien-être des communautés autochtones. Bien que l'alimentation ait souvent été utilisée comme outil de colonisation, elle présente aussi le potentiel de servir d'instrument de guérison et d'affirmation de la souveraineté alimentaire autochtone. Cette transformation exige le respect des droits issus des traités ainsi qu'un engagement à bâtir des rapports de nation à nation avec les Premières Nations, les Métis et les Inuits.

---

<sup>1</sup> See Daschuk (2013) and Truth and Reconciliation Commission of Canada (2015).

---

## CONTEXTE

Afin de comprendre les besoins en matière de souveraineté alimentaire, d'y répondre et d'inclure les appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation, il s'avère impératif de reconnaître la connexion intrinsèque et la nécessité d'avoir à la terre pour que la souveraineté alimentaire autochtone puisse prendre essor. L'enjeu lié à l'accès aux aliments, traditionnels ou prélevés dans la nature et autochtones, dépend de la capacité des communautés autochtones à accéder à la terre. Réparer et reconstruire la relation des peuples autochtones à l'alimentation dégradée au cours de la colonisation exige de donner aux peuples autochtones les moyens et l'espace pour retourner vers les terres et les eaux d'où vient leur nourriture.

Une réconciliation significative basée sur l'alimentation exige des actions. Comme le décrit le Working Group on Indigenous Food Sovereignty, discuter et tenir des consultations ne suffisent pas. Répondre aux appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation s'avère un pas crucial vers la réconciliation. De plus, il faut respecter et encourager les savoirs autochtones, leurs formes de connaissances et les pratiques culturelles, ainsi que soutenir la chasse, la pêche et la cueillette, en tant qu'activités d'approvisionnement alimentaire clés, parallèlement à l'agriculture et à l'élevage. Il est d'une importance vitale de comprendre que les pratiques des centaines de nations autochtones vivant au Canada s'appuient chacune sur des croyances et des pratiques autour de l'alimentation distinctes. Il s'agit d'un enjeu aux multiples facettes d'une grande complexité au sein même du contexte autochtone.

---

# STATISTIQUES CLÉS :

- Dans le cadre du système des pensionnats, les enfants autochtones étaient forcés de consommer une alimentation grandement différente de ce qu'ils connaissaient, composée d'aliments sucrés et transformés, tout en se voyant interdit d'accéder aux aliments traditionnels. Ils étaient aussi sujets à des expérimentations alimentaires qui en ont laissé plusieurs affamés et mal nourris. La privation de nourriture était utilisée comme forme de punition<sup>2</sup>.
- 51 % des enfants autochtones vivent dans la pauvreté. Ce nombre augmente à 60 % chez les enfants vivant sur des réserves<sup>3</sup>.
- Les aliments sains et nutritifs demeurent inaccessibles pour plusieurs communautés nordiques éloignées à cause du coût et d'un accès inadéquats, et ce, malgré les programmes de subventions fédérales. En juin 2015, le prix moyen d'une épicerie pour un mois à Attawapiskat s'élevait à 1 909 \$, comparativement à 847 \$ à Toronto<sup>4</sup>.
- Les taux d'insécurité alimentaire dans les territoires dépassent largement la moyenne canadienne : 46,8 % au Nunavut et 24,1 % dans les Territoires du Nord-Ouest<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> Mosby, I & Galloway, T. (2017) The abiding condition was hunger': Assessing the long-term biological and health effects of malnutrition and hunger in Canada's residential schools. *British Journal of Canadian Studies*

<sup>3</sup> MacDonald and Wilson (2016). Shameful Neglect Indigenous Child Poverty in Canada. *Canadian Centre for Policy Alternatives*.

<sup>4</sup> Veeraraghavan et al. (2016). Paying for Nutrition. *Food Secure Canada*.

<sup>5</sup> Statistics Canada (2014). 2014 Canadian Community Health Survey.

---

## PROPOSITIONS D'ACTION :

- Respecter et mettre en oeuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, laquelle met de l'avant le principe de consentement libre et éclairé, et le droit d'approuver ou de désapprouver les incursions sur leurs terres.
- Reconnaître les compétences des structures de gouvernance des Premières Nations, des Métis et des Inuits au même titre que celles des gouvernements municipaux, provinciaux / territoriaux et fédéral. Respecter, le cas échéant, la souveraineté promise au moment de la signature des traités.
- Mettre en oeuvre et (ou) établir un échéancier de mise en oeuvre, accompagné d'un financement suffisant, l'ensemble des 94 appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation.
- Travailler avec les Premières Nations, les Métis et les Inuits pour s'assurer qu'ils jouissent d'une plus grande souveraineté à l'égard des aliments qu'ils mangent et qu'ils se voient garantir leurs droits d'accès aux aliments traditionnels et aux activités de pêche et de chasse.
- S'assurer que, dans la politique alimentaire nationale, les aliments traditionnels et prélevés dans la nature soient valorisés et reconnus comme sains, nutritifs et culturellement essentiels.



---

## PROPOSITIONS D'ACTION :

- Soutenir les leaders autochtones et travailler avec eux pour lutter contre l'épidémie de maladies liées à l'alimentation et l'insécurité alimentaire chez les populations autochtones.
- Allouer des ressources aux programmes alimentaires dédiés aux communautés autochtones des villes et des régions nordiques ou éloignées qui s'attaquent au problème immédiat d'insécurité alimentaire tout en soutenant le développement à long terme des systèmes alimentaires autochtones (dont la chasse, le trappage, la pêche et l'accès aux aliments traditionnels).
- Restructurer Nutrition Nord pour améliorer l'accessibilité et la capacité à acheter des aliments tout en renforçant les systèmes alimentaires nordiques et régionaux, en incluant un soutien public pour les programmes qui facilitent l'accès aux aliments traditionnels et qui font la promotion de l'innovation sociale ainsi que des actions collectives en sécurité alimentaire.
- Attribuer des réserves autochtones pour la chasse, la pêche et la cueillette à l'intérieur des parcs nationaux et des terres de l'État, et travailler avec les provinces et territoires pour identifier des étendues de terres adéquates à l'intérieur des parcs provinciaux et territoriaux.



---

## QUESTIONS À L'INTENTION DES CANDIDATS

- À de nombreux endroits au Canada, les capacités des peuples autochtones à chasser, pêcher, cueillir et cultiver la terre sont en péril à cause de la dégradation des terres et de l'eau causée par l'exploitation industrielle des ressources. De quelle manière le gouvernement appuiera-t-il la protection et l'inclusion des sources d'aliments autochtones dans la gestion des terres et des eaux afin d'en assurer la conservation pour les générations futures?
- Nous savons très bien que notre planète est menacée de toute part et qu'il y a d'innombrables situations qui demandent des changements immédiats. La souveraineté alimentaire est considérée depuis longtemps comme une voie possible pour renverser les bouleversements climatiques par l'intermédiaire de pratiques agroécologiques qui protègent la biodiversité, qui produisent des aliments, qui protègent l'eau et en génèrent, qui produisent la culture, qui occupent et défendent les territoires, puis qui créent de nombreux emplois. Que propose votre gouvernement pour soutenir la souveraineté alimentaire et certains des exemples précédents?